

39 AGENT·ES D'ENTRETIEN SANS SOLUTION DURABLE

ALORS QUE LE TRAVAIL EXISTE TOUJOURS

QUI SOMMES-NOUS ?

Le collectif Dignité au Travail 93 réunit des agent·es d'entretien concerné·es, des agent·es du Département de la Seine-Saint-Denis, des habitant·es du département, ainsi que les soutiens syndicaux SUD et CGT. Depuis juillet 2025, nous nous mobilisons aux côtés de nos collègues pour que leurs droits soient respectés et que des solutions professionnelles dignes soient trouvées.

LA SITUATION

Le 31 octobre 2025, 60 agent·es d'entretien se sont retrouvés sans travail et sans salaire alors que certain·es assuraient le nettoyage des bâtiments du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis depuis parfois 30 ans. Cette situation est la conséquence de la réorganisation des marchés de nettoyage du Département et de la non-application de l'article 7 de la convention collective de la propreté, qui prévoit normalement la reprise des salarié·es lors d'un changement de prestataire. **Grâce à la mobilisation, une vingtaine de personnes ont été reprises en mars 2026. Mais 39 personnes restent sans solution durable**, alors même que les besoins de nettoyage dans les crèches, collèges, PMI et bâtiments départementaux demeurent.

Le 16 avril 2026, des agent·es d'entretien, accompagnés de Rachel Kéké, d'organisations syndicales et de nombreux soutiens, ont interrompu la séance du Conseil départemental en scandant « pas de salaires, pas de paix ! ». Cette mobilisation a permis d'obtenir une **rencontre avec le Président du Conseil départemental** le 5 mai 2026. A cette occasion, nos collègues ont rappelé l'urgence de leur situation et ont demandé des solutions d'emploi ainsi que des aides financières d'urgence. Le Président s'est engagé à déposer un signalement au procureur contre le prestataire AEC et le liquidateur, et à organiser un accompagnement individualisé des personnes restées sans solution.

Une journée d'accompagnement a finalement été organisée avec la direction de l'insertion du Département le 5 juin dernier, mais **les résultats restent très limités** :

- une seule nouvelle solution durable a été confirmée depuis la reprise d'une vingtaine de personnes en mars : une affectation à partir de septembre ;
- quelques personnes ont obtenu un entretien ou une piste d'emploi ;
- plusieurs se sont vu proposer une formation, un accompagnement administratif ou une aide à la rédaction de CV ;
- la grande majorité reste sans solution d'emploi concrète.



 [dignite_au_travail_93](https://www.instagram.com/dignite_au_travail_93)
 collectifdigniteautravail93@gmail.com

Avec le soutien de :



Derrière les chiffres, il y a des femmes et des hommes qui ont travaillé pendant des années au service du Département. **Certain-es vivent aujourd’hui avec le RSA. D’autres ont perdu leur mutuelle santé. Plusieurs accumulent les dettes, les agios et les impayés.** Certain-es sont désormais interdits bancaires. Cette précarité touche aussi les enfants, les familles, la santé et les conditions de vie.

La situation ne concerne pas uniquement les personnes restées sans solution. Plusieurs collègues reprises par le nouveau prestataire signalent **des amplitudes horaires réduites, des temps de travail morcelés, des déplacements plus importants et des difficultés à maintenir un revenu suffisant.** Plusieurs agent-es d’entretien intervenant dans les services centraux ont également indiqué travailler sous pression dans un climat anxiogène. Ces alertes doivent être entendues.

NOS REVENDICATIONS

- Des solutions d’emploi pour les personnes souhaitant reprendre le travail ;
- le versement rapide des sommes dues ;
- un accompagnement social renforcé pour les personnes les plus en difficulté ;
- l’amélioration des conditions de travail de l’ensemble des agent-es d’entretien ;
- des garanties pour les collègues repris-es par le nouveau prestataire, au-delà de l’échéance du marché fin 2026 ;
- l’ouverture d’un chantier de réinternalisation des missions de nettoyage.

POURQUOI L’INTERNALISATION ?

Le nettoyage des crèches, collèges, PMI et bâtiments départementaux **est une mission essentielle du service public.** Cette crise a montré les limites de la sous-traitance. Elle a montré comment des travailleur-euses expérimenté-es pouvaient être laissé-es sans emploi alors même que les besoins demeurent. Elle a montré comment les métiers du nettoyage restent parmi les moins reconnus alors qu’ils sont indispensables au fonctionnement quotidien des services publics.

Internaliser, c’est garantir des emplois stables, des droits durables, des conditions de travail dignes et une véritable reconnaissance de métiers essentiels au service public.

Le travail existe toujours. Les besoins existent toujours. Les femmes et les hommes qui l’ont assuré pendant des années méritent mieux que l’oubli. **Nous continuerons à nous mobiliser jusqu’à ce que des solutions dignes soient trouvées pour toutes celles et tous ceux qui souhaitent reprendre le travail.**

CONTACT

Collectif « Dignité au travail 93 »
collectifdigniteautravail93@gmail.com

**CAGNOTTE
DE SOLIDARITÉ**

